

# Lectures

Herbert Lüthy, « À l'heure de son clocher », Calmann-Lévy

M. Lüthy nous informe, dans sa postface, que son « tableau de la France » date du printemps et de l'été 1953. C'est dire qu'au moment où il mettait la dernière main à son ouvrage, la « poujaderie » ne s'était pas encore manifestée. Dommage, car il aurait pu ajouter à cette étude si judicieusement sévère un chapitre au moins aussi concluant que les pages qu'il consacre en dernière heure à l'expérience Mendès-France.

J'entends dire : « Il est regrettable que ce travail soit l'œuvre d'un étranger, et, qui plus est, d'un étranger que notre pays accueillit toujours avec cordialité, en la personne des représentants les plus éclairés de la pensée française. » Or qui, parmi nos intellectuels, se juge qualifié pour attirer l'attention du monde sur la décrépitude de nos institutions, sinon quelques libertaires que l'on prend volontiers pour des farfelus et que personne ne lira jamais ?

Il convenait, je crois, que cette tâche fût entreprise par un de nos voisins, suffisamment clairvoyant et neutre pour que son étude ne puisse être taxée de partialité et soit en mesure de toucher un vaste public. Le proche avenir nous dira si M. Lüthy a obtenu l'audience qu'il mérite.

En tout cas, l'image qu'il nous propose de notre pays, image politique, image économique, est trop convaincante pour que nous nous permettions de nous inscrire en faux contre ses assertions. Quand il constate que rien ne menace plus notre république que « sa propre impuissance » ; quand il remarque que notre pays est « foncièrement conservateur sous des dehors révolutionnaires » et que, chez nous, « la république règne, mais ne gouverne pas », il nous faut bien reconnaître qu'il voit juste.

En marquant l'antagonisme foncier qui oppose en France l'administration archaïque, routinière, aveugle, et l'appareil économique-politique, M. Lüthy met l'accent sur les causes profondes de la sclérose dont nous souffrons. Car le phénomène qui lui apparaît le plus clairement est que cette catégorie de légistes bourgeois qui détient les leviers de commande descend en droite ligne de celle qui, sous l'ancien régime, administrait déjà le pays. Et il écrit fort pertinemment : « Nulle part l'*homo æconomicus* de la théorie libérale n'est moins à sa place qu'en France et nulle part les lois économiques n'y sont aussi complètement méconnues. C'est en donnant le pas à l'administration sur l'entrepreneur, à l'esprit de coterie sur le principe de la libre concurrence, à la tradition sur l'initiative, en intronisant la routine, le privilège et la situation acquise que la France s'est fait la vie qu'elle connaît aujourd'hui. »

Telle est en effet, parfaitement synthétisée, la conduite des affaires chez le peuple longtemps réputé le plus spirituel de la terre... ! Que l'on examine les relations extérieures, la politique coloniale, les problèmes de la construction et de la fiscalité ; que l'on explore les domaines d'une éthique où l'égoïsme petit-bourgeois laisse une empreinte chaque jour plus profonde, la constatation s'impose que nulle solution vaste et salutaire n'est désormais à la portée d'une nation à peu près totalement démissionnaire.

Mais M. Lüthy voudra bien m'excuser de ne plus le suivre lorsqu'il écrit : « Depuis des dizaines d'années, la France n'est pas gouvernée, mais administrée. N'est-ce pas le triomphe de la vieille utopie anarchique de la mort de l'État, qui cesse de régir les hommes pour ne plus administrer que des choses ? » Qu'est-ce à dire (et c'est bien d'ailleurs ce que l'auteur nous souhaite), sinon qu'il s'agit avant tout de « gouverner les hommes », de ressusciter un État fort, hiérarchisé, préoccupé de grandeur et de prestige, et laissant à des oligarchies spécialisées le soin de conduire à leur

guise «l'administration des choses » ? Ce son de cloche, nous l'avons déjà suffisamment entendu. Et quelque admiration que professe M. Lüthy pour les technocrates qu'il fréquente, quelque mépris – légitime – que lui inspirent les « petits hommes politiques » français, nous continuerons à lui opposer qu'une administration coopérative des choses doit prendre le pas sur un gouvernement dont les hommes n'ont depuis longtemps plus besoin : il leur manque seulement d'en acquérir la certitude. Un ouvrage tel que celui de M. Lüthy, lu avec suffisamment de sens critique, peut contribuer à les y engager, et il faut souhaiter qu'il soit bientôt entre les mains de tous les Français que n'aveugle aucun préjugé de nationalisme périmé et qui s'efforcent de voir clair dans le destin de leur pays.

[/R. Proix/]